



OUVERTURE DU REGISTRE JOURNAL

Remplacement de la chaufferie gaz par une sous-station
vapeur au Centre Universitaire des Saints Pères
45, rue des Saints Pères
75270 – PARIS CEDEX 06



Assistance, Conseil, Ingénierie

5bis, rue du Bois
60220 Boutavent - Formerie

T. 03 64 19 80 30
contact@aci-bet.com

www.aci-bet.com

1 Préambule

1.1 NOTICE DE PRESENTATION GENERALE

Le Registre-Journal de la Coordination (R.J.C.) est le premier document élaboré par le coordonnateur, dès le début de la phase d'élaboration de l'avant-projet sommaire. Il est ouvert dès la signature du contrat de coordination passé avec le Maître d'Ouvrage.

Il s'agit d'un instrument de régulation contradictoire, qui permet de « contrôler » la nature et l'étendue des principes généraux de prévention et des autres obligations mises en œuvre tout au long d'une opération du bâtiment et de génie civil.

Indépendamment de son contenu, très clairement précisé par l'article R. 4532-38 et rappelé ci-dessous, ce document est d'une importance capitale pour l'ensemble des participants à l'opération qui doivent pouvoir s'y référer, notamment en cas de litige.

Le coordonnateur présente le Registre-Journal sur leur demande, au Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre, à l'Inspecteur du Travail ou au fonctionnaire assimilé, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, aux représentants des chefs de services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et lorsqu'il est constitué, aux membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Le Registre-Journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de cinq ans à compter de la date de la réception de l'ouvrage. Il est de son devoir de conserver ce document auprès de lui afin d'en assurer la sauvegarde.

Le coordonnateur désigné par le Maître d'Ouvrage est la seule personne habilitée à renseigner le Registre-Journal de la coordination.

1.2 CONTENU

Le coordonnateur consigne sur le Registre-Journal de la Coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

1°) Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au 1° de l'article R. 4532-13, qu'il fait viser par les entreprises concernées ;

2°) Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle ;

3°) Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;

4°) Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder est annexée au Registre-Journal une copie du procès-verbal de transmission du DIUO au Maître d'Ouvrage.

5°) Au cours de la réalisation de l'ouvrage, le coordonnateur organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitantes, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.

En cas de pluralité d'opérations et/ou de Maîtres d'Ouvrage sur un même site, les stratégies envisagées et les mesures adoptées sont portées dans tous les cas au Registre-Journal de la coordination.

Chapitres	Intitulé des chapitres
0	Préambule
1	Déclaration Préalable
2	Comptes rendus
3	Fiches d'inspections communes
4	Analyse et harmonisation des PPSPS
5	Tableau de suivi des inspections communes et des PPSPS
6	Procès-verbal de passation de consignes
7	Courriers de l'Inspection du Travail / Fiche d'analyse d'accident